

Idées communistes et marxistes (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

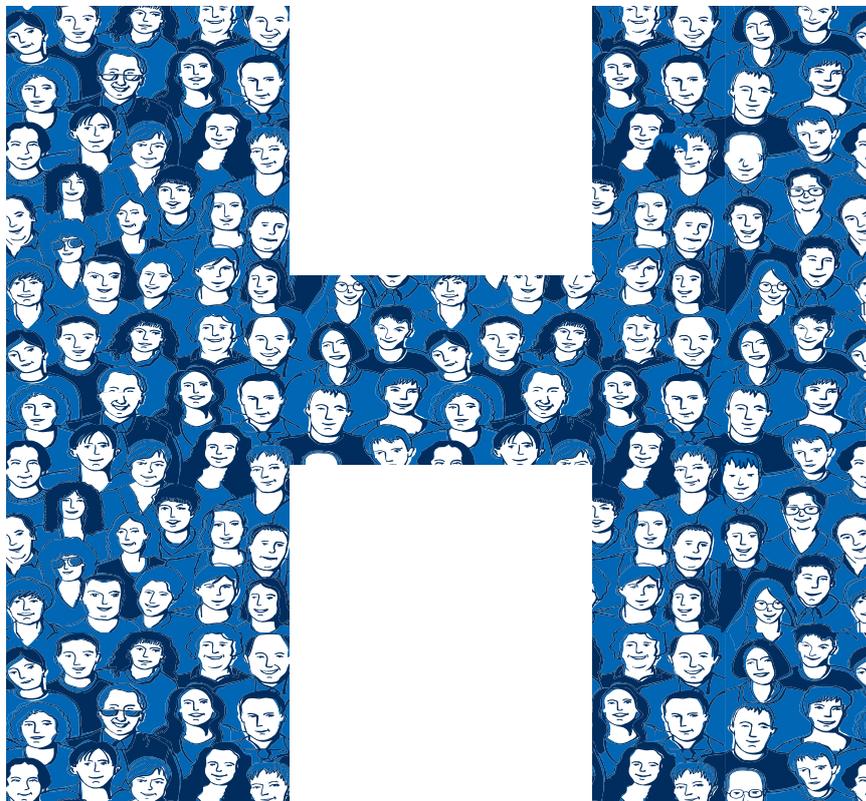
www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Tous concerné.e.s



L'HÔPITAL PUBLIC Notre bien commun

PCF **FRONT DE GAUCHE**
Parti communiste français

Les parlementaires communistes recueillent dans leur Tour de France des hôpitaux la colère et le ras-le-bol des professionnels de la santé, des syndicalistes, des comités de lutte, des patient.e.s, des élu.e.s et leur volonté de construire une vraie solution (restauration des budgets, effacement de la dette, embauche de postes stables et qualifiés, négociations sur les conditions de travail). "Tous ensemble, nous pouvons gagner une vraie politique hospitalière publique en France."

CHOISIS TON SERVICE PUBLIC DE SANTÉ !



Hôpital public
Tous concerné.e.s PCF **FRONT DE GAUCHE**



Hôpital public
Tous concerné.e.s PCF **FRONT DE GAUCHE**

SERVEZ-VOUS

3^{es} états généraux
de la Révolution numérique
9 et 10 mars - Paris
2, place du Colonel-Fabien



États généraux du numérique
REPRENONS LE POUVOIR !
9 et 10 mars 2018 - ETCN2018.FR
PCF

la santé, notre bien commun



LA SANTÉ & LA PROTECTION SOCIALE EN DANGER

De gouvernement en gouvernement, les réformes de la sécurité sociale, démantelées, chassent peu à peu le système de santé et de protection sociale. Après les nouvelles restrictions budgétaires infligées par le ministre, après Bayrou, l'hôpital public est en grand danger. C'est l'accès à la qualité des soins qui sont remis en cause. Mourir par cette absurdité, l'hôpital public a mérité en 2017 les prix Nobel de la catastrophe humaine. Nous exigeons que l'hôpital ait les moyens de remplir ses missions et nous faisons des propositions pour développer une médecine de qualité pour tous et tous sur l'ensemble du territoire. C'est dans cet esprit que nous organisons la Tour de France des Hôpitaux. En Marche a choisi la libéralisation et la marchandisation de la santé, nous la combattons, nous voulons une vraie politique hospitalière. Nous, parlementaires communistes, nous de tous temps voté contre les budgets de régression de la protection sociale.

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL

Ça urge !



Hôpital public
Tous concerné.e.s PCF **FRONT DE GAUCHE**

VIDÉOS

Tour de France
des parlementaires
communistes
sur Facebook





LONGJUMEAU (Essonne)

Après le lancement du tour de France des parlementaires à Lyon le 12 février, c'était au tour de l'hôpital de Longjumeau (91), le jeudi 15 février, d'accueillir la visite du sénateur de Paris, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. Il y a rencontré le collectif de défense de l'hôpital ainsi que les personnels. Pierre Laurent a interpellé cette semaine la ministre de la Santé sur la situation de Longjumeau. ✪



PAMIERS (Ariège)

Plus de quarante participantes et participants à la rencontre avec Jean-Luc Gibelin, plus de deux heures de débats, une vingtaine de questions, cinq livres de la Commission Santé diffusés. Le jour du lancement du tour de France des parlementaires sur la santé, cette initiative a été un succès. ✪



COSNE/LOIRE (Nièvre)

Manifestation de 500 personnes, partie du Pôle de Santé à l'initiative de l'UD et de l'UL CGT pour le maintien et le développement des emplois industriels (face aux menaces sur les 120 emplois de Vallourec) et pour le droit à la santé dans le bassin cosnois (face à la "suspension" de la maternité de Cosne et aux menaces pesant sur les urgences de nuit à l'hôpital). ✪

TOUR DE FRANCE

Le tour de France des parlementaires communistes des hôpitaux et EHPAD se poursuit. Après Lyon, Longjumeau, Valenciennes, Roubaix, ils seront le 23/2 dans le Pas-de-Calais (Dominique Watrin), le 26/2 à Grenoble (Guillaume Gontard, D. Watrin et Laurence Cohen), le 27/2 à La Mure et Voiron/38 (G. Gontard, D. Watrin, L. Cohen), le 12/3 à Decazeville/Aveyron (D. Watrin), le 23/3 en Seine-St-Denis (Eliane Assassi, Fabien Gay), le 5/4 à Evry (Elsa Faucillon), le 7/4 à Douai/59 (Michelle Gréaume et D. Watrin), le 9/4 à Pontivy/Bretagne (Christine Prunaud, L. Cohen, D. Watrin), le 13/4 dans le Val-de-Marne (L. Cohen, Pascal Savoldelli). ✪



VIERZON (Cher)

États généraux du progrès social à Vierzon, ville où le rail a toujours occupé une place importante. Les cheminots ont expliqué les conséquences du rapport Spinetta : « *Nous ne laisserons pas faire. Nous allons défendre le service public ferroviaire. Nous ne laisserons pas brader notre statut pour rembourser une dette dont nous ne sommes pas responsables.* » À la tribune, d'autres salariés et usagers ont également témoigné de la dégradation des services publics à La Poste, à l'hôpital, dans les EHPAD. « *Les fonctionnaires, attachés à leur mission, savent mieux que les experts des ministres comment garantir l'accès aux services publics à tous sans discrimination.* » ✪

Services publics

Stratégie du choc et ripostes

Le service public est dans le collimateur de Macron. L'attaque est forte, la résistance aussi. Et les communistes sont bien présents dans cette bataille. Entretien avec Isabelle Mathurin, en charge du dossier Service public à la direction du PCF.

Communistes COMMENT CARACTÉRISER LA SITUATION DU SERVICE PUBLIC ?

ISABELLE MATHURIN : Alors que le service public est une des clés pour répondre aux enjeux économiques, écologiques et sociaux d'aujourd'hui, on assiste à des attaques de très grande ampleur pour sa privatisation et contre les garanties apportées aux salariés. Tous les services publics sont concernés par cette stratégie du choc. La population est très attachée au service public, tous les sondages le montrent, mais cette politique va un peu plus mettre à mal la relation usager/service public, la qualité de ce service.

Communistes STRATÉGIE DE CHOC, DONC, QUI RENCONTRE DE NOMBREUSES RIPOSTES ?

I. M. : Les luttes en effet se multiplient, que ce soit dans le secteur des hôpitaux, des EHPAD, du rail, de La Poste, des services publics territoriaux, de l'enseignement. Elles sont perceptibles au plan local partout sur le territoire. Dans le secteur de l'hôpital, c'est un raz-de-marée des résistances : 1 700 conflits ont été recensés en 2017. En 2018 ces luttes démarrent très fort dans toutes les régions. La lutte des EHPAD, qui a connu un temps fort le 30 janvier dernier, se poursuit sur tout le territoire. Une nouvelle journée nationale d'action et de grève est prévue le 15 mars prochain. La lutte contre l'austérité affectant les services publics territoriaux se développe aussi. On a assisté, le 7 février, à la fermeture des services publics départementaux en Île-de-France, et à un rassemblement dans le Val-de-Marne à direction communiste avec élus, salariés et citoyens, après une fermeture, quelques semaines auparavant, des services publics des villes dirigées par des maires communistes. Le secteur du rail est très gravement attaqué, comme le montre le rapport Spinetta, et une manifestation est annoncée le 22 mars. C'est aussi le 22 mars que les sept fédérations de fonctionnaires appellent à manifester contre CAP 22, véritable machine de guerre contre le service public, qui prétend supprimer 120 000 postes dans tous les secteurs de la fonction publique et donc conduire à la privatisation ou l'aban-

don pur et simple des missions publiques.

Je dirais que les luttes gagnent du terrain et de la force quand elles associent, dans leur diversité, organisations de salariés, citoyens et élus, pour construire des propositions ensemble, à égalité. Après l'initiative nationale de Guéret en 2015, dix ans après la 1^{re} manifestation pour la défense des services publics, « Convergence services publics » prépare, par le biais d'une réunion nationale le 24 mars des organisations parties prenantes (syndicats, associations et partis politiques), une action nationale au mois de juin. Elle diffuse un questionnaire pour demander l'avis des citoyens sur les services publics alors que le gouvernement escamote le débat avec la population. Je le répète, toutes ces luttes ne prendront de l'ampleur et de la force que par une plus grande convergence pour des objectifs transformateurs de progrès social. Si nous voulons mettre en échec cette politique, chaque organisation n'y réussira pas toute seule.

Communistes LES RÉCENTS ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL DU PCF ONT ACCORDÉ UNE BONNE PLACE À CET ENJEU DES SERVICES PUBLICS.

I. M. : Pour le Parti communiste, toutes ces mobilisations portent en elles un avenir de progrès dans notre pays. De nouvelles victoires sont possibles en les amplifiant. Toutes portent en commun une nouvelle utilisation de l'argent, le recul du coût du capital, des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques, pour réorienter le crédit vers la réponse aux besoins sociaux et écologiques. L'atelier « Services publics » des états généraux a réuni 400 personnes et appelé à faire grandir toutes ces initiatives. Les parlementaires communistes effectuent un tour de France des hôpitaux pour dénoncer les conditions de fonctionnement et construire une proposition de loi. C'est une démarche démocratique à l'opposé de l'attitude du gouvernement. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

RAPPORT SPINETTA
Un plan « Thatcher » qui acte la fin du service public ferroviaire

J'alarme sur le danger que représente le « Rapport sur l'avenir du transport ferroviaire » de Jean-Cyril Spinetta, qui propose d'en finir avec le service public ferroviaire. Ce rapport s'inscrit dans une idéologie libérale digne de Margaret Thatcher. Fermeture de lignes, transfert de personnel aux entreprises privées, ouverture à la concurrence... Tout y passe. C'est une véritable atomisation de notre modèle de transport ferroviaire public que prône ce rapport. Alors que les besoins de transports collectifs ne cessent d'augmenter, ce rapport préconise la fermeture de près de 9 000 kilomètres de lignes.

Pour justifier ces abandons, le rapport précise qu'il est urgent de réorienter l'argent vers les lignes situées en zones urbaines et péri-urbaines, et les grands nœuds ferroviaires, infrastructures que Spinetta juge « plus utiles à la collectivité ». Cette volonté de consacrer les investissements sur les zones métropolitaines, comme de transférer une partie de réseau aux régions, engendrera de graves inégalités territoriales concernant l'accès au transport ferroviaire. [...] ✪

Pierre Laurent

Ce que cache le discours de Macron sur le taux de fécondité des femmes en Afrique

Le président Macron avait déclaré en 2017 qu'il ne sert à rien « de dépenser des milliards d'euros » dans « des pays qui ont encore sept à huit enfants par femme ». Il a remis cette allégation généralisante et nauséabonde lors de son déplacement à Ouagadougou. En disant cela, il participe à une campagne idéologique visant à accréditer le fait que l'Afrique ne s'en sort pas à cause de sa démographie et de manière sous-jacente qu'elle constituerait une bombe migratoire. C'est le retour en force d'une vieille idée réactionnaire (que l'on pensait estompée) qui inverse les choses pour mieux masquer les responsabilités coloniales et néolibérales dans la situation du continent africain. Ces visions erronées ont jadis servi de substrat aux idéologies esclavagistes puis colonialistes. Elles continuent de prospérer de nos jours.

L'une des caractéristiques dissonantes entre des pays comme la France et des pays africains est le comportement démographique. Ce que les experts appellent la « transition démographique ». Il s'agit du passage d'un régime dit « traditionnel » caractérisé par un nombre élevé d'enfants par femme, à un régime démographique « moderne » marqué par un petit nombre d'enfants par femme (2 ou moins) comme c'est le cas en Europe et dans le monde dit « développé ». Cela est le résultat d'un processus historique marqué par des change-

ments dans les conditions de vie et plus récemment par de fortes avancées sociales (sécurité sociale, retraite, etc.). Cette transition a commencé en Europe du nord au XVIII^e siècle et a mis, dans un pays comme le Royaume-Uni, plus de deux siècles à se réaliser. Dans son ensemble, l'Afrique au sud du Sahara est sans aucun doute entrée dans ce processus global de transition démographique, avec une baisse préalable de la mortalité dès les années 1960, suivie plus récemment d'un début du recul de la natalité.

N'en déplaise à M. Macron, la réflexion sur la démographie africaine a commencé bien avant son discours. Les connaissances accumulées au fil du temps ont déplacé la problématique de l'approche malthusienne qui est la sienne à une vision beaucoup plus en accord avec les faits. Ainsi, la Conférence internationale du Caire sur la population et le développement en 1994 avait montré que l'accès à l'éducation, à la santé, au développement, singulièrement pour les femmes, amenait à une baisse du taux de fécondité. Le progrès social et la promotion des droits des femmes par l'amélioration de la santé génésique sont le meilleur moyen de réduire la fécondité.

Il est aujourd'hui clairement établi que la croissance démographique interagit avec l'économie et le social. Après avoir subi des années d'endettement, d'ajustement structurel et de

pillage, des pays d'Afrique ont inauguré un modèle libéral de croissance forte sans développement réel, car très inégalitaire. Cette logique capitaliste d'accaparement à un pôle de plus en plus restreint se généralise dangereusement dans le monde. Elle se traduit par cette donnée rappelée par l'ONG Oxfam : 82 % des richesses nouvelles produites sur la planète sont captées par les 1 % les plus riches. C'est ce modèle qui déstabilise les sociétés, encore plus durement en Afrique. Que l'on permette aux pays africains de mettre en œuvre des choix de développement endogènes, créateurs d'emplois, valorisant les richesses du sol et du sous-sol au profit des populations, avec de larges programmes sociaux et un retour des services publics, et l'on verra automatiquement baisser le taux de fécondité. Voilà la réalité qu'il faut opposer au retour des discours dominants. ✪

Félix Atchadé
Collectif Afrique du PCF



Les idées communistes et l'opinion Une enquête riche d'enseignements

L'enquête de la Fondation Gabriel-Péri, réalisée par l'Institut Viaivoice sur les idées communistes et marxistes dans la France d'aujourd'hui, est riche d'enseignements. Cela ne surprendra personne, elle met en exergue des blocages à l'égard de ces idées. Certains d'entre eux sont repérés de longue date. D'autres sont moins évidents et nécessitent d'être soigneusement analysés pour être dépassés. Elle révèle aussi un certain nombre de points d'appui sur lesquels peut être développée l'action des communistes. On trouvera ici résumés les éléments principaux de cette enquête.

Pour 62 % des personnes interrogées, le mot communisme « fait ancien, dépassé ». Ce résultat ne nous a pas vraiment étonnés. Comment en irait-il autrement alors que ce thème est sans cesse martelé depuis des décennies. Plus profondément, la chute de l'Union soviétique et la disparition de la quasi-totalité des pays se réclamant du communisme ne sont évidemment pas étrangères à cette perception. Il est néanmoins intéressant de noter que pour 44 % des sondés et même pour une franche majorité des sympathisants de gauche (61 %), « les régimes totalitaires qui se sont réclamés du communisme n'ont rien à voir avec la pensée communiste ou marxiste initiale ».

En ce qui concerne les préoccupations et les attentes des Français, comme d'autres études le confirment déjà, elles portent sur des questions très concrètes qui vont dans le sens des priorités portées par les militants communistes. Sans surprise, l'emploi et le pouvoir d'achat occupent les deux premières places (61 % et 47 %). Le système de soin et de santé la troisième, avec 39 %, ce qui marque la dégradation forte constatée dans la dernière période. La sécurité et la lutte contre le terrorisme viennent en 4^e position avec 37 %. Il faut noter également que chez les sympathisants de gauche la lutte contre les inégalités ainsi que l'environnement sont mieux positionnés que dans l'ensemble de la population.

Les classes sociales existent toujours

Parmi les bonnes surprises que contient cette étude, on doit souligner que pour 76 % des personnes interrogées les classes sociales existent toujours. Cela va complètement à rebours du récit libéral de ces dernières décennies. Celui-ci nous décrit un grand groupe central - « les classes moyennes » - qui convergerait de plus en plus vers des standards de vie communs. A l'une de ses extrémités se tiendraient les très riches (« les premiers de cordée » de Macron) qui fourniraient de l'énergie à tous. A l'autre bord on trouverait les exclus qu'il faudrait soutenir. Tout cela a volé en éclats depuis la crise de 2008 et le gonflement de la dangereuse bulle spéculative actuelle. C'est d'autant plus vrai qu'une solide majorité des sondés (56 %) pense que la lutte des classes est toujours d'actualité. Ce n'est pas un mince résultat ! Selon la thèse officielle elle était jusque-là remise au grenier des vieilles lunes. Le capitalisme, qui est pourtant le système en place, n'est perçu positivement que par 25 % des sondés. A l'inverse, 56 % en ont une mauvaise opinion. Pour 37 % des gens (contre

33 %) « il sera un jour remplacé par un système plus juste ». Autres caractéristiques des idées communistes et marxistes : elles sont considérées par un gros tiers des sondés comme « toujours utiles pour dénoncer les excès du capitalisme » (36 % contre 36 %) ou encore « pour comprendre le monde d'aujourd'hui » (38 % contre 27 %). En revanche, elles ne sont porteuses d'alternative que pour 18 % des personnes interrogées. Ce décalage est cohérent avec ce que nous révèlent les questions portant sur l'image du communisme au travers des mots qui le représentent le mieux. Anticapitalisme, révolution, mouvement social, nationalisations, lutte contre l'exploitation bénéficient de scores allant de 42 % à 18 %. En revanche, des thèmes tels que défense des salariés (13 %), services publics (10 %), proche du peuple (10 %) ou encore progrès social à 5 % montrent que pour les sondés le communisme apparaît lié aux luttes, à l'action mais pas à la réalisation. Dans une période historique marquée, pour notre peuple, par la profondeur de la crise systémique du capitalisme et par la recherche de solutions pour construire un autre avenir, cette donnée doit susciter la réflexion pour mieux articuler constamment ces deux dimensions.

Ces remarques ont d'autant plus de poids que les préventions les plus fortes issues de l'assimilation du communisme aux régimes totalitaires qui s'en sont réclamés semblent être perçues différemment selon l'âge. Les 18/25 ans et les 25/34 ans considèrent largement moins que les plus de 50 ans et que les plus de 65 ans que le communisme est dépassé. (50 % et 56 % pour les premiers ; 66 % et 72 % pour les seconds pour une moyenne de 62 %). A noter aussi que le milieu social a une importance qui reste considérable quant aux appréciations portées sur les différents items. Pour reprendre celui du « communisme dépassé », les ouvriers et employés sont 52 % à le penser - 10 % de moins que la moyenne - alors que les chefs d'entreprises, cadres et professions intermédiaires sont 8 % de plus. La même démonstration pourrait être faite concernant l'appréciation du capitalisme considéré comme positif par seulement 15 % des ouvriers ou employés, ou du libéralisme dont le score est de 22 % dans ces mêmes catégories.

Enfin, la partie de notre enquête consacrée aux biens communs est également riche d'enseignements. La démarche selon laquelle certains biens, services et espaces devraient appartenir à la collectivité dans un état d'esprit de partage et de solidarité est largement majoritaire avec 58 %. A l'inverse, les visions négatives assimilant l'affirmation des biens communs à un égalitarisme contraire aux libertés individuelles sont très minoritaires (10 %). Pour l'essentiel les biens communs sont bien identifiés. Et les phénomènes de rejet concernant des biens, services ou espaces accessibles à tout un chacun, les formes de propriété collective ou de gestion par des entreprises publiques sont très minoritaires. Cette thématique des biens communs (au sens le plus large du terme) est probablement une voie à explorer. Elle peut être de nature à renouveler les propositions et le projet d'un communisme du XXI^e siècle. ✪

Alain Obadia
président de la Fondation Gabriel-Péri

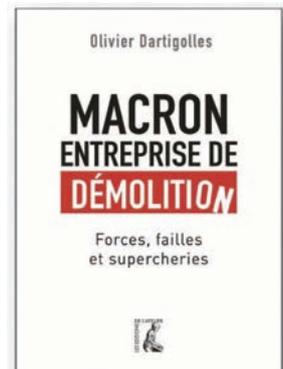
Gang

Spinetta est l'auteur remarqué d'un récent rapport de casse de la SNCF. Wikipédia nous dit de lui que c'est un « haut fonctionnaire » mais aussi que c'est « le patron le mieux payé de France ». La contradiction n'est qu'apparente. Spinetta est l'exemple type de cette faune d'énarques qui ont colonisé à partir des années 80 les principaux rouages de la machinerie d'État. Des technos passés du côté du fric et que l'on retrouve systématiquement dans tous les postes de la haute administration en même temps que dans une flopée de conseils d'administration (Alcatel-Lucent, Air France, Alitalia, La Poste, St-Gobain, Unilever, GDF Suez, Areva, notamment, pour ce qui concerne Spinetta). L'État, c'est eux, le pouvoir, le vrai, c'est eux. Au nom de quoi Spinetta est devenu un expert es SNCF ? Au nom de cette appartenance à ce gang de petits marquis dont le chef est Macron. ✪

Gérard Streiff

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF :
PCF
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES EN FÉVRIER

- 21, Brive-la-Gaillarde (19)
- 23, Hendaye (64)
- 24, Gisors (27)
- 27, Bastia (2B)
- 28, Ajaccio (2A)

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

LIRE DIFFUSER

Féminisme

le défi du féminisme

Plus nous nous battons pour que l'égalité des sexes soit respectée, plus nous nous battons pour que la société de la justice de la justice et de la justice. Il est encourageant de constater que l'égalité entre les hommes et les femmes a été mise en avant lors des élections de 2017. Mais il nous reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi il nous faut inventer tous les moyens de faire avancer la cause du féminisme. C'est pourquoi il nous faut inventer tous les moyens de faire avancer la cause du féminisme. C'est pourquoi il nous faut inventer tous les moyens de faire avancer la cause du féminisme.

Libérez Salah Hamouri FREEDOM

AVOCAT ET CITOYEN FRANÇAIS ARBITRAIREMENT ENPRISONNÉ DANS LES GEÔLES ISRAËLIENNES.

MIGRANTS : UNE POLITIQUE INJUSTE ET DANGEREUSE

LA VÉRITÉ DES CHIFFRES ? TITRE DE SÉJOUR

Migrants